

La grève des midinettes

Le mouvement des ouvrières parisiennes de la couture qui débute en mai 1917 n'est pas le premier mouvement social de femmes depuis le début de la guerre ; on en compte une centaine en 1915, 300 en 1916 et 17 depuis le début de l'année 1917 où le secteur du textile est en pointe.

Ces ouvrières des ateliers de couture, surnommées « midinettes » à cause de leur repas de midi pris sur le pouce (contraction de midi et dînette) travaillent 10h par jour pour les grandes dames oisives de la « bonne société ».

A l'atelier Jenny, sur les Champs-Élysées, les ouvrières apprennent que leur semaine sera amputée du samedi après midi faute de commandes. La guerre ralentissant l'activité en France, les 250 ouvrières vont ainsi perdre une demi-journée de salaire alors qu'en Grande-Bretagne les ouvrières bénéficient de leur samedi après-midi avec maintien de la rémunération. Les débrayages de couturières commencent dès *le 11 mai* pour protester contre les salaires de misère. Les petites apprenties commencent à 1 franc par jour ce qui leur permet seulement d'acheter un litre de lait par soir ; les autres plafonnent entre 3 et 5 francs.

Le 12 mai, les couturières de « Jenny » débauchent leurs consœurs des autres ateliers parisiens et décident la grève. Les mots d'ordre sont : « paiement intégral du samedi » et « indemnité de vie chère de un franc par jour ». Toutes les petites mains, modistes, brodeuses, couturières, passementières, etc... scandent dans les rues de Paris « Nous voulons nos vingt sous » et réclament la semaine anglaise.



Reportage sur les midinettes

Le président de la chambre syndicale de la couture - Ainé-Montaillé, appartenant à la droite catholique et sociale - leur accorde *le 19 mai*, une augmentation de 0,75 franc pour la branche et le

principe de la semaine anglaise. Ses collègues, apprenant ces concessions lors d'une assemblée générale, le désavouent et refusent catégoriquement le samedi après-midi chômé et payé. Ce refus provoque l'élargissement du conflit, rapidement hors de contrôle. Les patrons de la couture finissent par se soumettre *le 23 mai*.

Cependant, l'exemple des couturières s'étend à de nombreuses autres professions, débordant syndicats et pouvoirs publics. Après les modistes, les ouvrières du caoutchouc, du corset, de la plume, de la lingerie, de la soierie, de l'équipement militaire, les employées de banque, les vendeuses de l'épicerie Félix Potin, les filles de salle, les bijoutières, les dactylographes... emboîtent le pas. La grève n'est pas générale mais « généralisée », fonctionnant par vagues ininterrompues d'inégale ampleur. Ainsi on compte 41 000 grévistes dans l'habillement, 7 000 dans le commerce, une cinquantaine dans le gaz et l'électricité et seulement 178 dans les Postes. Sur 197 grèves, 5 seulement sont à l'initiative des syndicats et dans 20 % des cas, peu d'hommes suivent le mouvement ; en effet, les ouvriers mobilisés dans les usines ont trop peur d'être envoyés sur le front s'ils osent contester quoi que ce soit.

Les cortèges sont presque entièrement féminins et se déroulent dans la joie et la bonne humeur. Les femmes arborent des rubans tricolores à leur corsage et chantent « On s'en fout / On aura la semaine anglaise / On s'en fout / On aura nos vingt sous ». Il n'y a pas d'incidents et dès le début, l'opinion est favorable aux femmes ou du moins indulgente. Les grévistes sont déclarées « charmantes » et leur combat « sympathique ». Même l'Action française qui n'aime pas les mouvements sociaux, parle d'une « jolie » grève ; on comprend et on approuve les couturières, leur révolte contre les trop maigres salaires et les patrons rapaces. Qualifiées de « midinettes » les grévistes ne font pas peur, la censure n'ayant pas bougé.

Le tournant a lieu *le 29 mai* où, pour la première fois, le mouvement déborde dans les usines de guerre. Les débrayages commencent à Billancourt, chez les fabricants d'avions et dans l'entreprise Renault qui produit obus, camions et chars d'assaut. Le mouvement ne dure pas. Les 2 500 ouvrières de Renault quittent leur travail *le 30 mai* pour réintégrer leurs postes le lendemain avec la satisfaction d'avoir obtenu 10 centimes d'augmentation par heure. Ce jour-là, le mouvement est à son apogée avec 26 350 grévistes recensés.

Un rapport des renseignements généraux sonne l'alerte affirmant que le mouvement pourrait prendre « un caractère grave suite à l'adhésion générale du personnel féminin des usines de guerre - les munitionnettes » En effet, la grève se propage et les autorités s'inquiètent, redoutant que la situation dérape et rende impossible la poursuite de la guerre.

Le ministre de l'Intérieur, Jean Malvy, avec son habileté traditionnelle, enrayer le mécontentement en réunissant patrons et délégués des grévistes dans son bureau. Lorsque le patronat refuse de céder, il menace de réquisitionner les entreprises, un argument qui fait mouche et fait ainsi ouvrir le porte-monnaie des plus réticents. Toutes n'ont pas obtenu leur 1 franc, mais au moins 50 centimes. Malvy fait également voter la semaine anglaise à la Chambre *le 11 juin*. Dès lors, le mouvement reflue et le travail reprend.